







LABORATOIRE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT DES ORGANISATIONS, INNOVATIONS ET ENTREPRENEURIAT

(LARMOIE)

LABORATOIRE D'ANALYSE DU DEVELOPEMENT DURABLE (LADDU)

# APPEL À CONTRIBUTIONS (COUPLÉ)

NUMERO SPECIAL JAEM-AJEM¹ / OUVRAGE COLLECTIF/LABORATOIRES-FSEG\_UBe

MANAGEMENT TERRITORIAL ET DYNAMIQUES DE PROXIMITE EN AFRIQUE : LOGIQUES, INNOVATIONS ET IMPACTS A L'ERE DU NUMERIQUE

Superviseur: Pr Bernard Cosmas MEKA'A

Coordonnatrices: Pr Mireille BITYE Epse MENDOMO/Pr Françoise OKAH EFOGO

**Collaboration africaine :** Julien Benomar(Université de Paris-Sorborne) ; Hafedh Ben Abdennebi (Université de Carthage-Tunisie) ; Djibril DIOUF (Université Cheikh Anta Diop de DAKAR) ; Aliha T. Geoffroy (Université d'Abomey-Calvani, Benin)AR) ; Geoffroy Aliha T. (Université d'Abomey-Calvani, Benin) et Alix Yabina (Expert- Chercheur-BEAC/Gabon)

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> JOURNAL AFRICAIN D'ECONOMIE ET DE MANAGEMENT -JAEM/ AFRICAN JOURNAL OF ECONOMICS AND MANAGEMENT-AJEM

#### 1. CONTEXTE ET MOTIVATIONS

La proximité est une notion fondamentale du management territorial et des réformes publiques locales en Afrique. Elle se manifeste à travers les interactions entre les citoyens, les collectivités locales et l'État, favorisant l'efficacité des politiques publiques, la gouvernance participative et l'attractivité des territoires (Beaurain et Longuépée, 2006; Avom, 2020; Bityé et al., 2020).

Dans la pratique, la recherche de la proximité apparait comme un besoin tout naturel et légitime qui caractérise la socialité de tout être humain (Gahinet, 2015). Construite autour des théories de la psychologie sociale liées à l'attachement, à l'expansion de soi et à la dépendance (Gorlier et Michel, 2017), la proximité a été développée au départ pour une analyse des déterminants de la dynamique économique territoriale (Beaurain et al., 2009). Bien qu'initialement orientée vers les mondes de la production et de l'innovation, ce slogan est également né d'un besoin de théoriser le territoire en touchant des champs de recherche diversifiés (économie spatiale, économie industrielle, économie institutionnelle, etc.) (Ditter et Brouard, 2014). Aujourd'hui, la théorie de la proximité se justifie de plus en plus dans un contexte de mondialisation pressant et de recherche de développement durable (Torre et Zuindeau, 2009). Désormais analysée comme un objet de recherche (Colletis et al., 2005), l'expression scientifique de la proximité est actuellement élargie à d'autres axes de développement novateurs en rapport avec la gouvernance locale (Bertrand et Moquay, 2004).

Sous l'impulsion de la théorie de l'État moderne, les réformes publiques axées sur la décentralisation tentent de répondre aux interrogations portées sur le management territorial et permettent un meilleur encadrement des systèmes démocratiques (Duprat, 2019). En référence à la théorie de l'activité (Borzeix et Cochoy 2008), une telle gouverne repositionne donc le facteur humain comme étant au centre de toute intervention publique (Politt et Bouckaert, 2000 ; Bityé, 2020). Ce qui favorise la consolidation du réseautage entre États, acteurs publics locaux, citoyens et autres acteurs de la société et promeuvent l'attractivité territoriale (Avom, 2020 ; Azouaoui et Lahlou, 2020).

A date, les recherches sur le continuum proximités-territoires comme objet scientifique restent quasi rares en contexte Africain. En référence à la théorie des choix publics (Giroux et al., 2004), un appel à réflexion sur ce sujet pourrait être entendu comme une opportunité à saisir par les décideurs publics africains.

Le diagnostic du terrain révèle que depuis les années 1980, l'Afrique, a engagé un processus de décentralisation administrative et territoriale pour rapprocher les services publics des citoyens (Kono Abe et Onana, 2020) et améliorer la gouvernance locale (Nach Mback, 1999). Toutefois, malgré ces avancées institutionnelles (Elanga Obam, 2020), des fractures de proximité persistent, traduisant un écart entre les objectifs théoriques de participation et la réalité sociopolitique sur le terrain (Jouve, 2007). Parmi les défis majeurs figurent :

- ✓ L'asymétrie d'information entre gouvernants et citoyens (Kakumba, 2010).
- ✓ Le sous-financement des collectivités territoriales (De Calan & Coquart, 2013 ; Onana et Bella Ngadena, 2024).
- ✓ L'opacité dans la répartition des compétences entre l'État et les collectivités (Manegabe Murhula, 2017).
- ✓ Le manque de capacités en gestion publique et en planification stratégique (Banque Mondiale, 2011)
- ✓ La corruption systémique et l'inefficacité administrative (Rose-Ackerman, 1999 ; Onana et al., 2024)
- ✓ Le faible engagement communautaire (Fung, 2006)
- ✓ La gestion spatiale et environnementale du territoire

Face à cette situation, la transition numérique offre aujourd'hui une nouvelle opportunité de transformation du management territorial en Afrique, en introduisant de nouvelles pratiques et outils notamment :

- ✓ La gouvernance électronique (e-gouvernance) favorisant une administration plus transparente et accessible.
- ✓ L'essor des smart cities et des systèmes d'information géographique (SIG) permettant une meilleure planification urbaine et environnementale (Torre et Zuindeau, 2009).
- ✓ Les plateformes collaboratives et les open data, renforçant l'inclusion citoyenne et la prise de décision participative (Ghidouche Ait-Yahia et al., 2016).
- ✓ L'usage de l'intelligence artificielle et du big data pour une gestion efficace des infrastructures et services publics (Diouf, 2018).

Selon un rapport de la Banque Mondiale (2023), seulement 30% des collectivités territoriales africaines disposent d'outils numériques de gestion et de planification urbaine, tandis que 75% des administrations locales reconnaissent avoir des difficultés à intégrer les innovations numériques dans leurs stratégies (Faye et Wade, 2019).

Force est de conclure que si la transformation digitale des collectivités locales offre des opportunités inédites pour améliorer la participation citoyenne, renforcer la transparence et optimiser l'efficacité des politiques publiques locales. Cependant, elle soulève aussi des questions sur les modalités de gouvernance, les inégalités d'accès aux technologies et l'adaptation des institutions publiques à ces nouveaux outils. De même, si les réformes publiques locales ont permis une relative avancée dans le management territorial africain, des défis persistent également quant à leur efficacité, leur financement et leur appropriation par les acteurs locaux (Biwolé, 2018; Tchouassi et Dzou 2020; Onana et Bella Ngadena, 2024). Dans cette mouvance, l'intégration du numérique peut-elle améliorer la proximité entre les acteurs du territoire ? Quels sont les modèles d'innovation territoriale qui ont démontré un impact concret sur le développement des collectivités en Afrique ?

L'appel à contribution s'adresse aux chercheurs, praticiens, décideurs publics et acteurs du développement souhaitant explorer les nouvelles dynamiques territoriales en Afrique à l'ère du numérique dans l'intérêt est de produire des analyses critiques et prospectives sur les logiques de proximité, les innovations territoriales et leurs impacts concrets.

Les domaines d'études concernent l'une des bases sectorielles du management des organisations ci-après : administration, gestion, économie, éducation, politique, tourisme, culture, santé, urbanisation, droit, développement, etc. Les recherches, intégrant les domaines d'intervention publique tels que : l'eau et l'assainissement, l'environnement, l'écologie, les conditions climatiques, le développement économique et social, l'économie numérique, etc. en rapport avec les objectifs du développement durable (ONU, Rapport Brundtland, 1987)

### 2. AXES THEMATIQUES

Les contributions attendues pourront s'inscrire dans l'un des axes suivants :

#### Axe 1 : Proximité et mutations du management territorial

1. Modèles d'innovation territoriale et proximité entre l'État, les collectivités et les citoyens.

2. Gouvernance territoriale et réduction des disparités dans l'accès aux outils numériques

3. Technologies collaboratives et Transformation des relations entre acteurs locaux

4.SMART Cities et gestion territoriale : quels bénéfices pour les collectivités africaines ?

5. Technologies collaboratives et Transformation des relations entre acteurs locaux

#### Axe 2 : Réformes publiques locales et digitalisation

- 1. Décentralisation et numérisation : enjeux et défis pour les collectivités locales.
- 2. Gouvernance territoriale et réduction des disparités dans l'accès aux outils numériques
- 3.Le rôle des nouvelles technologies dans la transparence et l'efficacité des politiques publiques.
- 4. Cybersécurité et protection des données dans la gestion territoriale en Afrique.

### Axe 3 : Acteurs et gouvernance numérique

- 1. États, collectivités locales et citoyens : nouvelles dynamiques à travers les TIC.
- 2. Start-ups et entreprises numériques dans la transformation du management territorial.
- 3. Coopération internationale et transferts technologiques.

#### Axe 4: Transformation digitale et participation citoyenne dans les territoires

- 1. Outils numériques et participation des citoyens dans les processus décisionnels.
- 2. Données ouvertes et renforcement de la transparence dans la gestion publique.
- 3. Gouvernance participative et outils numériques : vers une démocratie locale renforcée ?
- 4. Coopération internationale et SMART Cities.

# Axe 5 : Transformation digitale, Financement et Gestion financière des collectivités locales

- 1. Systèmes de paiement électronique et solutions de financement participatif.
- 2. Outils de business intelligence, optimisation budgétaire et mobilisation des ressources.
- 3. Innovations numériques et efficacité des mécanismes de collecte des recettes publiques.

### Axe 6 : Numérisation, Innovations territoriales et développement durable

- 1.L'impact de la transformation numérique sur la gestion des collectivités territoriales.
- 2.Intelligence artificielle, open data et planification urbaine.
- 3. Enjeux écologiques et SMART Cities en Afrique.
- 4. Économie numérique et entrepreneuriat territorial.
- 5. Solutions numériques, attractivité et compétitivité des territoires

NB: Toutes autres contributions allant dans le sens de la thématique proposée sont également encouragées dans le processus.

#### 3. CALENDRIER INDICATIF ET MODALITES DE SOUMISSION

Les contributions sélectionnées seront <b>publiées sous deux formes</b> :
☐ Un numéro spécial de la Revue JAEM (Parution en septembre 2025).
☐ Un ouvrage collectif regroupant des études approfondies (Parution en octobre 2025)

CHRONOGRAMME DES ACTIVITES	REVUE JAEM (Parution : Septembre 2025)	OUVRAGE COLLECTIF (Parution : Octobre 2025)
Lancement de l'appel à contribution	1er mars 2025	1er mars 2025
Date limite de soumission des résumés (500 mots max.)	30 avril 2025	30 avril 2025
Notification d'acceptation des résumés	15 mai 2025	15 mai 2025
Soumission des articles complets	30 juin 2025	15 juillet 2025
Évaluation en double aveugle	1er - 30 juillet 2025	15 juillet - 15 août 2025
Retour des évaluations aux auteurs et révisions	5 août 2025	20 août 2025
Soumission des versions finales des articles	20 août 2025	5 septembre 2025
Mise en page et corrections finales	20 août - 5 septembre 2025	5 septembre - 25 septembre 2025
Notification finale aux auteurs	10 septembre 2025	30 septembre 2025
Publication du numéro spécial de la Revue JAEM	20 septembre 2025	-
Parution de l'ouvrage collectif à l'Harmattan	-	15 octobre 2025

#### **CONSIGNES AUX AUTEURS**

Les propositions doivent être rédigées en français ou en anglais et respecter les normes académiques suivantes :

- □ Un résumé de 500 mots maximum, avec problématique, méthodologie et principaux résultats attendus.
- ☐ Un texte final de 5 000 à 7 000 mots, en police Times New Roman, taille 12, interligne 1,5.
- ☐ **Titres et sous titres** (S'assurer que la hiérarchie des titres est claire ; Utiliser des numéros au besoin (ex. : 1; 1.2; 1.2.1...)
- □ Normes APA 7e édition pour la bibliographie.

**NB**: Les contributions doivent être envoyées à l'adresse suivante : <u>revuefsegubejaem@gmail.com</u> avec copie à l'adresse <u>ouvrage.larmoiladdufsegube@gmail.com</u> suivant le calendrier sus présenté.

#### **BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE**

Avom. D. (2020). Régionalisation et attractivité économiques des territoires. *in Les Grandes conférences de l'Université de Yaoundé II*, 1iere édition sous le thème : « Régionalisation et innovation institutionnelle au Cameroun, Processus, Formes et opportunités., Novembre, Université de Yaoundé II, Cameroun.

Azouaoui H. & Lahlou A. (2020). Quel rôle du réseautage des acteurs dans la formation de l'attractivité territoriale des entreprises ? Enjeux et défis pour l'action publique dans le contexte marocain. Colloque Association Internationale de Recherche en Management public (AIRMAP), Université de Montpellier, en distanciel, octobre, 26-27, Montpellier.

Banque Mondiale. (2023). Rapport sur la gouvernance locale et la digitalisation en Afrique.

Beaurain, C., & Longuépée, J. (2006). Dynamiques territoriales et proximité environnementale.

Bertrand N., Moquay P. (2004). La gouvernance locale, un retour à la proximité. Economie Rurale, Société Française d'Économie Rurale, 2004, 280 (1), 77-95.

Bitye, M. (2020). La gestion des compétences publiques dans les CTD camerounaises : quels effets pour le climat social dans l'implication organisationnelle du personnel ? Revue camerounaise d'études internationales, 13 (2), 108-123.

Bityé, M., Emgbwang, A. B. et Mendomo V. R., (2020). Marketing territorial et développement des Petits et Moyens Territoires en Afrique : quels bénéfices pour la Création Identitaire dans les communes de la région du Centre-Cameroun ? Colloque Association Internationale de Recherche en Management public (AIRMAP), Institut de Management/Université de Montpellier, 26-27 Octobre, 2020.

Biwolé, V. O. (2018). Processus de décentralisation et gouvernance urbaine au Cameroun.

Colletis, G., Gianfaldoni, P. et Richez-Battesti, N. (2005). Économie sociale et solidaire, territoires et proximité. Revue internationale de l'économie sociale, 296, 8–25.

De Calan, A. & Coquart, P. (2013). Financer les villes d'Afrique - L'enjeu de l'investissement local (2012), Collection « L'Afrique en développement », Banque mondiale et AFD, de Thierry Paulais. Techniques Financières et Développement, 112(3), 103-126.

Diouf, D. (2018). La territorialisation des PPP et infrastructures sportives au Sénégal.

Ditter et Brouard (2014). Proximité territoriale et dynamique des AOC françaises. Revue internationale P.M.E, 27 (3-4), 105-124.

Elanga Obam, G. (2020). Les innovations institutionnelles du code général des collectivités territoriales.

Faye, D., & Wade, M. E. B. (2019). Le contrôle de gestion dans les collectivités territoriales au Sénégal.

Fung, A. (2006). Varieties of participation in complex governance. *Public Administration Review, 66*(s1), 66–75.

Gahinet, M.-C. (2015). Proximité et nouvelles temporalités du consommateur : application au libre-service alimentaire. France (Rennes), Université de Rennes 1, Ecole doctorale Sciences de l'Homme, des Organisations et de la Société, 17-33.

Ghidouche Ait-Yahia, K., et al. (2016). La participation citoyenne comme approche innovante de co-création de valeur d'une ville.

Gorlier T. et Michel G. (2017). Comment créer de la proximité avec le client final : apport de la nouveauté et la dissimilarité. 33eme congrès de l'Association Française du Marketing, May, Tours, France ;

Kono Abe Jean-Max et Onana Simon (2020), « décentralisation et qualité de l'offre des services sociaux au Cameroun, Revue Economie et Gestion des Organisations », Volume 6 n°6, numéro 1.

Jouve, B. (2007). Gouvernance urbaine et démocratie locale.

Nach Mback, B. (1999). La décentralisation en Afrique : enjeux et perspectives.

Onana, S. P., & Bella Ngadena, M. S. (2024). Does Regional Favoritism Affect Public Investment Budget Allocation? Evidence from Cameroon in the Context of Decentralization. *The Journal of Development Studies*, 60(10), 1648–1667. https://doi.org/10.1080/00220388.2024.2374071

Onana, S. P., Atangana Ondoa, H., Manga Amougou, J. R., Bitoto Ewolo, F., & Zeh, I. P. (2024). Do Acts of Corruption Committed by Officials in Charge of Municipal Financial Management Reduce Local Public Revenue? A Case Study From Cameroon. *Public Integrity*, 1-24.

Pateman C. (1970). Participation and democratic theory », Cambridge University Press, Camb

Pollitt C. & Bouckaert G. (2000). *Public Management Reform: A Comparative Analysis*. Oxford, Oxford University Press.

Rose-Ackerman, S. (1999). Corruption and government: Causes, consequences, and reform. Cambridge University Press.

Tchouassi G. et Dzou P. P. (2020). Décentralisation financière : un déterminant efficace du développement local au Cameroun. *in* Batibonak S. et Batibonak P., Revue Africaniste Inter-Disciplinaire – RAID, Numéro thématique : Focus sur l'intelligence territoriale en Afrique centrale, Yaoundé, Monange, juillet, 61-76.

Torre A. et Zuindeau B. (2009). Les apports de l'économie de la proximité aux approches environnementales : inventaire et perspectives. Natures Sciences Sociétés 17, 349-360. World Bank. (2011). World Development Report 2011: Conflict, security, and development. The World Bank.

#### **4.COMITE EDITORIAL**

Pr MEKA'A Cosmas Bernard, **DOYEN**, **Directeur de Publication/Directeur LADDU**Pr BITYE Mireille Epse MENDOMO, **Directrice LARMOIE\_FSEG-UBe**Pr FRANÇOISE OKAH EFOGO **Directrice-Adjoint LADDU\_FSEG-UBe**Pr NWAHANYE, Emmanuel, **Directeur Adjoint-LARMOIE\_FSEG-UBe**Dr NZALI Serge Yves
Dr MELINGUI BATE Adalbert

# **5.COMITE SCIENTIFIQUE**

Abane Engolo Patrick (Université de Yaoundé 2), Abderrahmane Djoher (Université Mohamed BEN AHMED Oran2-Algerie); Aliha T. Geoffroy (Université d'Abomey-Calvani, Benin), Anega Nkoa Claudette (Université de Yaoundé 2) ; Ango Medjo Paul Martin (Université de Bertoua) ; Atangana Ondoua Henri (Université de Yaoundé 2) ; Avom Désiré (Université de Yaoundé 2) ; Bachir Mazouz (ENA-Université du Quebec) ; Bekolo Claude (Université de Douala) ; Bekono Sébastien (Université de Ngaoundéré); Benomar Julien (Université de Paris-Sorborne); Bita Charles Alain(Université de Ngaoundéré); Blanche Nirina Richard (Université d'Antananarivo-Madagascar); Bilounga Steve Thierry (Université d'Ebolowa), Bityé Mireille (Université de Bertoua) ; Boubakari (Université de Yaoundé 2) ; Bounoung Fouda Boniface (IRIC-Université de Yaoundé 2) ; Dama Die Marcel (Université de Douala) ; Diouf Djibril (Université Cheikh Anta Diop de Dakar) ; Djofack Sidonie (Université de Dschang) ; Etoundi Eloundou Gilles (Université de Douala) ; Fomba Benjamin (Université de Yaoundé 2) ; Françoise Okah-Efogo (Université de Bertoua) ; Kamdem Emmanuel(Université de Douala) ; Kwami Ossadzifo Wonyra (Université de Kara); Hafedh Ben Abdennebi (Université de Carthage-Tunisie); Mballa Owona Robert (Université de Bertoua) ; Meka'a Cosmas Bernard (Université de Bertoua) ; Messomo Ellé serge (Université de Buea) ; Mimesse Me Fame Marie (Université de Yaoundé 2) ; Mve Belinga Jeannot (Université de Bertoua) ; Mvele Sigismond Hervey (Université d'Ebolowa) ; Mondjeli Mwa Ndjokou (Université de Maroua); Moungou Mbenda Sabine (Université de Yaoundé 2); Moscolai Dona (Université de Yaoundé 2) ; Nguenda Anya (Université de Yaoundé 2) ; Mvondo Sylvain (IRIC-Université de Yaoundé 2) ; Ngoa Tabi Henri (Université de Yaoundé 2) ; Nkakene Laurence (Université d'Ebolowa); Nlom Jean Hugues (Université d'Ebolowa); Noah Celine (Université de Yaoundé 2); Nwahanye Emmanuel (Université de Bertoua); Ondoua Biwolé Viviane Madeleine (Université de Yaoundé 2); Ongo Nkoa Bruno Emmanuel (Université de Yaoundé 2) ; Soné Mbassi Alain Noel (Université de Yaoundé 2) ; Tioumagneng André (Université de Yaoundé 2) ; Zamo Akono Christian (Université de Dschang) ; Zogning Nguimeya Felix (Université de Sherbrooke).

#### 6.COMITÉ DE RELECTURE

Pr BITYE Mireille Epse MENDOMO
Pr FRANÇOISE OKAH EFOGO
Pr NWAHANYE, Emmanuel
Dr NZALI Serge Yves
Dr AZENG Thérèse
Dr NNOMO Epse FOE Stéphanie
Dr YENE ATHANASE

Dr EYOMANE MINTYA J. Sorelle

Dr MELINGUI BATE Adalbert

Dr DJOMA MIMBE Darius

Dr TCHATCHOUA Thierry

Dr KOLLO BANDIBENO Innocents

Dr ESSONO BELLA Eustache

Dr ONANA Simon Pierre

Dr ETOA OYONO GEORGES

Dr KADJI KASSAM Martial Tanguy

Dr FONKOUMOUN MOUCHILI MAJIDOU

## 7. SECRETARIAT TECHNIQUE ET MARKETING

Pr BITYE Mireille Epse MENDOMO

Dr YENE ATHANASE

Dr NNOMO Epse FOE Stéphanie

Dr FONKOUMOUN MOUCHILI MAJIDOU

Mr MBA AVEBE Jean Pierre

Mme TOUOSSOCK Marie Paulette

Mr SOULE AOUDOU

Mme ONANA Véronique Amandine

Mme NKENFACK NGUIKA Ornel

Mr MONEFONG MINLO François Xavier

Mme ENENI LESSOUGA Epse MAYI













CONTACTS: 00237 653 55 36 96 /00237 699 90 98 86

